

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/CCI-France-RSE-Entreprise-Responsable-Developpement-Durable.html>

Compte rendu

# Congrès des CCI sur la RSE : L'entreprise de demain sera responsable ou ne sera pas

- Finance - Contribution Economique - Entreprises durables -



Date de mise en ligne : lundi 19 novembre 2012

---

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous  
droits réservés

---

**« La crise économique et financière que nous vivons est une crise de la responsabilité. Et c'est justement ce déficit de responsabilité qui entraîne l'appauvrissement collectif ». Alan Fustec, fondateur et dirigeant du cabinet Goodwill Management, a mis en évidence l'enjeu stratégique des démarches de Responsabilité Sociétale des Entreprises lors de son intervention au 11ème Congrès Développement durable des CCI qui s'est déroulé à Angers les 22 et 23 octobre derniers.**



Améliorer la gouvernance des organisations, c'était l'objet d'un atelier de la Conférence environnementale gouvernementale des 14 et 15 septembre 2012. Conclusion : l'avenir des entreprises passe par la RSE. Celle-ci constitue à la fois un outil d'évaluation de leur performance globale, une opportunité de développement et un levier de compétitivité à l'échelle locale et internationale. Des conclusions rapportées en clôture du Congrès par Bruno Verlon, l'Adjoint à la Commissaire Générale au Développement Durable du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, et partagées par le Président de CCI France, André Marcon, qui a souligné l'importance de la RSE pour les territoires à une époque charnière.

Philippe Dutruc, Président de la CCI des Deux-Sèvres et élu référent Développement durable des CCI de France souligne : « *Plus question pour les entreprises de fuir leurs responsabilités : elles doivent prendre acte de l'impact économique, social et écologique qu'elles ont sur leur environnement* ». C'est une question de survie mais aussi d'intérêt bien compris des entreprises. Quand 2/3 de la valeur des entreprises n'est pas comptabilisée au bilan financier des sociétés et quand le capital humain constitue l'essentiel de cet actif immatériel sous-estimé, le Résultat Sous Evalué ne peut qu'inviter à changer d'analyse explique Alan Fustec de Goodwill Management. Il rappelle que le capital immatériel constitue bien la valeur réelle d'une entreprise et détaille : *"C'est la capacité d'une entreprise à générer des profits qui fait sa valeur monétaire. Or, un certain nombre de facteurs n'apparaissent pas au bilan comptable : c'est le cas notamment de la compétence et de la motivation des collaborateurs, de la fiabilité des clients, des partenaires et du système d'information, de la valeur de la marque et de l'attitude des actionnaires"*.

*"En économie post-industrielle, ce capital représente jusqu'aux 4/5 de la valeur d'une entreprise",* poursuit Alan Fustec. *"On sait aujourd'hui le mesurer et on sait comment l'augmenter : c'est la RSE qui permet d'investir dans ce capital immatériel. Ne pas pratiquer la RSE, c'est courir le risque de dégrader les deux tiers de la valeur de son entreprise. Ne pas pratiquer la RSE, c'est créer de la pauvreté et causer à terme l'appauvrissement de l'organisation elle-même"*. Alan Fustec est persuadé que c'est le déficit de responsabilité qui fait la pauvreté et non l'inverse : *« Une économie ne peut être riche dans une nature pauvre et une population pauvre »*.

A l'occasion de ce congrès ([vous pouvez télécharger le compte-rendu ici](#)), la CCI de France a souhaité faire passer le message suivant aux PME et PMI de notre pays : *"une démarche RSE rime davantage avec performance économique qu'avec dépenses supplémentaires"*. *"Même et peut-être surtout en temps de crise*, la RSE est un enjeu stratégique et un axe de progrès. A chaque organisation ses leviers mais elle devra dans tous les cas évaluer la

valeur de son capital immatériel et proposer une offre responsable, réduire sa consommation, les risques qu'elle prend et les externalités négatives qu'elle génère : prendre des décisions responsables et rentables pour croître".

C'est donc tout autant par conviction que par raison que les CCI s'engagent au service de la RSE. Avec, à l'appui, [un réseau mobilisé](#) et des bonnes pratiques à diffuser. Parmi les outils je vous invite à télécharger :

▶ **Le recueil de 123 pratiques RSE/DD des CCI.** Ce document a pour objectif de mettre en lumière les actions réalisées au sein des CCI de France, dans le domaine de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ou du développement durable (DD). Ce recueil regroupe également des actions portant sur des thèmes complémentaires à la RSE tels que l'énergie, les déchets, l'eau, la biodiversité, l'écoconception... Ce document se veut une « vitrine » de la diversité et de la complémentarité des actions menées par les Chambres de commerce et d'industrie (CCI). [Vous pouvez le télécharger au format PDF ici.](#)

▶ **Le Guide pratique TPE-PME "Comprendre les achats responsables".** Ce guide de 60 pages, réalisé par l'Observatoire des Achats Responsables (ObsAR), [à télécharger ici](#), permet aux PME de comprendre les achats responsables avec le contexte, les enjeux et appréhender les attentes des donneurs d'ordres publics/privés avec différents témoignages.

▶ **Le Baromètre RSE des PME 2012.** [Consultez les résultats et la synthèse de cette enquête](#), à laquelle ont répondu 378 PME, et qui a été réalisée afin de mesurer la perception et l'intégration de la RSE par les PME.

▶ Et enfin, le plus important : **Comment informer et convaincre un dirigeant de s'engager ?** [Réponse ici](#) avec ce document réalisé dans le cadre de ce congrès des CCI.

*Post-scriptum :*

*CCI France est l'établissement national fédérateur et animateur des Chambres de Commerce et d'Industrie françaises. Porte-parole des 154 chambres locales, régionales, et des DOM-COM, CCI France représente et défend les intérêts des 1 800 000 entreprises ressortissantes auprès des pouvoirs publics français et européen. Elle joue son rôle de corps intermédiaire à vocation économique pour promouvoir le développement des entreprises et des territoires.*